

ACTU : Entre janvier et décembre 2023, 55 492 entreprises sont entrées en procédure de défaillance en France, qu'il s'agisse d'une sauvegarde, d'un redressement ou d'une liquidation judiciaire. Après deux années de baisse liées aux aides accordées par l'Etat, ce niveau renoue avec celui de 2019, avant la pandémie de Covid-19. Cela « reflète un mouvement de rattrapage », d'après la Banque de France.

Il n'en reste pas moins que le rattrapage enregistré en 2023 est significatif : le nombre d'entreprises entrées en procédure collective s'est accru de 34,4 % par rapport à 2022. Il est particulièrement prégnant dans les secteurs de l'immobilier (+ 40,4 %) et de la construction (+ 38,7 %), deux filières touchées de plein fouet par les conséquences de la hausse des taux d'intérêt.

Augmentation des défaillances d'entreprises en France – Opportunité d'investissement ?

Les défaillances d'entreprises repartent vivement à la hausse en France. La reprise d'une entreprise en difficulté peut donc être « une vraie opportunité » d'acquérir en France à un prix intéressant, une partie au moins d'une clientèle déjà constituée, des salariés formés, un savoir-faire, le cas échéant un site de production, des licences, etc, à condition de bien préparer ce projet de reprise en amont.

En effet, très souvent les cessions d'entreprises en difficulté se font dans la précipitation (à peine deux mois entre le moment où l'on apprend que l'entreprise est en difficulté et le choix du repreneur par le tribunal) et sans que l'administrateur judiciaire ou le liquidateur ne fournisse beaucoup d'informations.

Si vous envisagez de lancer votre activité sur le marché français ou d'étoffer votre société française vous devriez, dès à présent :

- Faire un benchmarking de vos concurrents sur le marché français
- Consulter régulièrement les sites suivants : actify.fr, aspaj.fr, etc., listant les entreprises en redressement judiciaire / liquidation judiciaire classées selon les branches d'activités / régions / taille
- Préparer une présentation en français de votre entreprise allemande
- Préparer les garanties que vous pourriez offrir
- Préparer les moyens de financement avec votre banque allemande
- Créer une filiale française (de préférence une SAS (société par actions simplifiée), ou du moins préparer la création d'une telle filiale avec l'ouverture d'un compte bancaire français (durée souvent 4 à 12 semaines)
- Choisir un avocat franco-allemand/restructuring et un expert-comptable afin d'analyser au plus vite les informations de la société cible, notamment l'origine des difficultés, et de préparer des vraies solutions pour remonter ces difficultés.

Insolvenzwellen in Frankreich angekündigt – Investitionsgelegenheit?

Die Zahl der Unternehmensinsolvenzen steigt in Frankreich wieder stark an. Die Übernahme eines Unternehmens in Schwierigkeiten kann daher "eine echte Chance" sein, in Frankreich zu einem interessanten Preis zumindest einen Teil eines bereits bestehenden Kundenstamms, ausgebildete Mitarbeiter, Know-how, gegebenenfalls eine Produktionsstätte, Lizenzen usw. zu erwerben, vorausgesetzt, dieses Übernahme-projekt wird im Vorfeld gut vorbereitet.

Sehr oft werden Veräußerungen von Unternehmen in Insolvenz nämlich überstürzt durchgeführt (kaum zwei Monate zwischen dem Zeitpunkt, an dem man erfährt, dass sich das Unternehmen in Insolvenz befindet, und der Auswahl des Käufers durch das Gericht) und ohne dass der Insolvenzverwalter oder Liquidator viele Informationen liefert.

Wenn Sie planen, auf dem französischen Markt tätig zu werden oder Ihr französisches Unternehmen zu erweitern, sollten Sie ab jetzt:

- Ein Benchmarking Ihrer Konkurrenten auf dem französischen Markt durchführen
- Regelmäßig folgende Webseiten besuchen: actify.fr, aspaj.fr, usw., die Unternehmen in Insolvenz/ Liquidation nach Branchen / Regionen / Größe geordnet, auflisten
- Eine Präsentation Ihres deutschen Unternehmens auf Französisch vorbereiten
- Garantien vorbereiten, die Sie anbieten könnten
- Finanzierungsmittel mit Ihrer deutschen Bank abstimmen
- Eine französische Tochtergesellschaft (am besten eine „SAS“ (vereinfachte Aktiengesellschaft frz. Rechts) gründen, oder zumindest die Gründung einer solchen Gesellschaft mit der Eröffnung eines französischen Bankkontos vorbereiten (dies dauert oft 4 bis 12 Wochen).
- Einen deutsch-französischen Restrukturierungsanwalt und einen Wirtschaftsprüfer wählen, um kurzfristig Informationen des Zielunternehmens, insbesondere die Ursachen der Schwierigkeiten, schnell analysieren und dauerhafte Lösungen erarbeiten, zu können.

Vous serez ainsi prêt à préparer une offre de reprise dans le cadre d'une procédure de redressement ou de liquidation judiciaire (ou en « prepack » dans le cadre d'une procédure de conciliation) qui devrait notamment contenir :

- Une note de présentation du repreneur en français
- La désignation précise des biens, contrats, actifs à reprendre
- Un business plan sur 3 ans et le financement correspondant
- Le prix offert, les modalités de règlement, éventuellement des garanties
- Le nombre de salariés repris par catégorie et les perspectives d'emploi

L'offre de reprise est publique, elle peut être consultée par toute personne intéressée, tout comme vous pourrez prendre connaissance des offres concurrentes. Attention, elle ne peut plus être retirée jusqu'à ce que le tribunal statue sur la reprise, elle peut seulement être améliorée jusqu'à trois jours avant l'audience.

Le tribunal retiendra l'offre qui permet le plus durablement possible la poursuite de l'emploi et le paiement des créanciers.

So wären Sie bereit, ein Übernahmeangebot im Rahmen eines Sanierungs- oder Liquidationsverfahrens (oder als „Prepack“ im Rahmen eines Konziliationsverfahrens) zu erstellen, das insbesondere Folgendes enthalten sollte:

- Eine Präsentation des Käufers in Französisch
- Die genaue Bezeichnung der zu übernehmenden Güter, Verträge, Vermögenswerte
- Ein Business Plan für drei Jahre und die entsprechende Finanzierung
- Der angebotene Preis, die Zahlungsmodalitäten, ggfs. Garantien
- Die Anzahl der zu übernehmenden Mitarbeiter nach Kategorien und die Beschäftigungsaussichten

Das Übernahmeangebot ist öffentlich, es kann von allen interessierten Personen eingesehen werden, ebenso wie Sie die konkurrierenden Angebote einsehen können. Beachten Sie, dass es bis zur Entscheidung des Gerichts über die Übernahme nicht mehr zurückgezogen werden kann, sondern nur noch bis drei Tage vor der Verhandlung verbessert werden kann.

Das Gericht wählt das Angebot aus, das am besten die Aufrechterhaltung der Arbeitsplätze und die Befriedigung der Gläubiger sichert.



Gilles PODEUR
Avocat / Associé/Partner
Rechtsanwalt/Partner
Département Restructuring
gpodeur@alerionavocats.com



Nicola KÖMPF
Avocat/Rechtsanwältin
Associée/Partnerin
German Desk
nkompf@alerionavocats.com